



Les crises, c'est eux, la solution c'est nous.

**La mobilisation de masse et de classe,
plus que jamais**



le 26 novembre !

Le fatalisme et la cacophonie médiatico-politique entretenus de toutes parts conduisent à un contexte complexe dans lequel le syndicalisme doit agir, avec les salarié-e-s, les retraité-e-s, les précaires et la jeunesse.

Par des actions revendicatives, par la grève, par des rassemblements ou manifestations, par l'interpellation des décideurs politiques, seul le rapport de force est de nature à imposer d'autres choix politiques.

Face à l'offensive libérale, pas nouvelle mais renforcée, pilotée par le patronat et les partis politiques de droite et accompagnée par le pouvoir en place, notre réaction collective doit être plus puissante que jamais.

N'attendons pas plus que la situation se dégrade encore, n'observons pas les attaques portées à la démocratie sociale sans réagir, n'ayons pas peur des sirènes venues d'extrême droite, combattons-les !

Face au dogme du coût du travail, depuis plusieurs années, la Cgt tente d'informer plutôt sur le coût du capital. La mondialisation libérale, la marchandisation et la financiarisation à outrance sont à l'origine des crises successives, de l'accroissement de la misère et des inégalités. Notre système social est aussi victime de ces choix politiques, par un détournement de ses recettes, par les privatisations, par les suppressions d'emplois qui profitent aux actionnaires !

Cela nous conduit à exiger **un autre partage des richesses produites par le travail.** La Cgt vient de décider de lancer une grande campagne sur ce thème, où les militant-e-s, les syndiqué-e-s sont appelé-e-s à agir, pour informer plus largement et débattre avec les salarié-e-s, **reprendre conscience collectivement et massivement** qu'il est nécessaire de **porter nos revendications**, qu'il est **possible de gagner**, pour **engager le plus grand nombre dans les batailles.**

CHEZ MICHELIN, on ferme des ateliers, des productions, parce que, soi-disant que l'on coûte cher et que nous ne sommes pas assez compétitifs. Cependant la France est un paradis pour les actionnaires, elle est troisième sur le podium des dividendes au niveau européen.



Il y a 30 ans, pour 100 € de salaire les entreprises versaient 7 € de dividendes, **aujourd'hui elles en versent 34 €**, soit 5 fois plus.



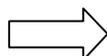
Il y a 30 ans, pour 100 € de valeur ajoutée les entreprises versaient 5 € de dividendes, **aujourd'hui elles en versent 23 €**, soit 5 fois plus.

Chez Michelin, la première réunion salaires s'est déroulée.
Les commentaires de Michelin sont :



**On coûte cher,
Trop d'absentéisme
Pas assez productif**

On n'est vraiment loin de la revendication des salariés que porte la CGT, c'est-à-dire :

 **350 € par mois pour toutes les catégories.**

Emploi, salaires, conditions de travail et sens du travail, protection sociale et fiscalité sont au cœur des préoccupations d'un grand nombre, faisons en sorte de mettre ces sujets sur la table, pour agir et pour gagner.

Enfin, la poursuite des combats engagés ne peut être victorieuse qu'avec une lutte de masse et de classe.

La énième réforme des retraites ne répond pas à l'attente des salariés notamment sur la prise en compte de la pénibilité.

Pénibilité = l'esbroufe

La date de mise en place est fixée en 2015, ce qui semble vouloir dire que le compteur démarrera à cette date. Quid des années de travail passées ? Les droits à acquérir à taux plein (2 ans maxi) ne seraient obtenus qu'en 2040 !

Selon l'INRS, l'espérance de vie en bonne santé des salariés subissant la pénibilité baisse, de plus la loi n'est pas rétroactive.

La reconnaissance de celle-ci ne se fera que par la lutte. Afin d'obtenir satisfaction sur notre revendication à savoir départ à 55 ans en retraite à taux plein. **L'entreprise a largement les moyens de financer ce dispositif.**

Le Syndicat CGT Michelin appelle tous les salariés le 26 novembre 2013 à un rassemblement devant la Préfecture à partir de 11h30 pour défendre les revendications :



**Pour une augmentation des salaires de + 350 € par mois.
Pour une autre prise en compte de la pénibilité.
Pour une meilleure protection sociale.
Pour une autre politique industrielle.**

Arrêt de travail, grève :
Équipe A et 2/4 à 11h00
Équipe B en fin d'équipe,
Équipe C la veille pour participer au rassemblement,
l'arrêt de travail peut aller jusqu'à 8h00.